

Jean JAURES - Jules GUESDE

DISCOURS DES DEUX
METHODES

le passager clandestin édition

© le passager clandestin Edition
26 rue Muller, 75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

couverture : Xavier Sebillotte, <http://xavier.sebillotte.free.fr>

logo : Fabrice www.surlaplagelespaves.fr 

Diffusion : Pollen

Présentation par Louis Mexandeau

Il s'agit d'une des controverses les plus célèbres et les plus éclairantes qui jalonnent l'histoire du socialisme français. C'est celle qui a opposé, en octobre 1900, à la salle de l'Hippodrome de Lille, les leaders socialistes les plus reconnus, ceux qui, avec Edouard Vaillant, allaient fonder le parti socialiste quelques semaines plus tard : Jean Jaurès et Jules Guesde.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un débat, mais d'une confrontation faite de deux conférences successives prononcées devant les militants de ce Nord ouvrier qui est en train de devenir un bastion socialiste. C'est d'ailleurs Gustave Delory, le premier maire socialiste de Lille qui préside - fermement... la

réunion. Mis à part quelques interruptions, rapidement réprimées, il n'y a pas d'échanges avec la salle. Chaque « camp » s'exprime en applaudissant son leader. Nous sommes aux antipodes du « débat participatif ».

On ne saurait trop insister sur la date et le lieu de ce double discours. A l'automne 1900 les socialistes français sont à une étape importante de leur longue et difficile marche vers l'unité. On sait qu'à la différence des grandes social-démocraties la (re)naissance socialiste après la tragédie de la Commune de Paris s'était faite sous le signe de l'émiettement. Le poids de l'histoire, la personnalité des hommes avaient contribué à cette « chapellisation » qui étonnait les partis étrangers.

L'évolution unitaire sensible après les résultats électoraux positifs de 1893 (une cinquantaine de députés) s'était accélérée quand la poussée nationaliste avait paru menacer la République. Les socialistes s'étaient alors regroupés sans parvenir pourtant à former un seul parti. D'un côté les formations " révolutionnaires " regroupaient le parti ouvrier français P.O.F., le plus marxiste de tous, le mieux organisé et le plus nombreux sous la houlette de Jules Guesde et le parti socialiste révolutionnaire

d'Edouard Vaillant, héritier de la tradition blanquiste. Ils avaient constitué le « parti socialiste de France ». A côté, l'aile réformiste du socialisme français, résultat de l'héritage du socialisme « possibiliste » partisan de réformes graduées (Paul Brousse), de l'apport des socialistes parlementaires, des tenants du socialisme municipal des socialistes indépendants et aussi de fédérations restées dans l'autonomie. Ces réformistes s'étaient regroupés en un « Parti Socialiste Français » dont le leader incontesté était Jean Jaurès, homme de culture et d'éloquence qui, venu des républicains de gauche avait adhéré peu à peu au socialisme, à ses choix idéologiques et à ses valeurs.

C'est au « Parti Socialiste Français » qu'appartenaient des hommes comme Viviani et surtout Alexandre Millerand dont le parcours constitue justement l'un des deux thèmes abordés dans les discours.

Encore que ce dualisme socialiste n'épuise pas une diversité difficile à réduire. Jusqu'à l'unité de 1905 au moins subsistera le parti ouvrier socialiste révolutionnaire dirigé par Jean Allemane.

C'est dans ce contexte que se place le fameux débat de l'Hippodrome, au milieu d'une dialectique unité-division qu'on pourrait croire consubstantielle aux socialistes français, sinon à la gauche française. Il n'est que de voir le paysage politique... de 2007.

C'est que la plupart des socialistes français aspirent à l'unité car ils présument justement que, dans une période où leurs idées progressent, la persistance des rivalités, des antagonismes de Chapelles, excitants pour l'esprit avec le foisonnement de journaux au tirage confidentiel, signifie déperdition des énergies et brouillage du message... Plus tard Léon Blum écrira « Les socialistes ont une véritable religion de l'unité ».

D'ailleurs à quelque tendance qu'ils appartiennent ils partagent beaucoup de sentiments communs : l'attachement à la République, aux valeurs issues des Lumières, aux idéaux de 1789. Leur patriotisme, par delà un attachement récent à l'internationalisme provient aussi du maintien de l'influence profonde de la Révolution française et il demeure largement encore une valeur de gauche.

Aussi font-ils une différence entre une droite

qui est restée largement monarchiste et clérical et ces républicains bourgeois avec qui ils partagent au moins les références à 1789.

On les a vus tenter de constituer un groupe commun à la Chambre des députés bien que la discipline de vote n'ait rien à voir avec la pratique contemporaine.

On les a vus, en 1895-96 apporter, unanimes, leur soutien au gouvernement radical de Léon Bourgeois, partisan de la réforme fiscale et sociale. En dépit des sarcasmes de l'extrême gauche anarchiste, les socialistes avancent sur la voie de la responsabilité parlementaire. Et il y est fait référence tant dans le discours de Guesde que dans celui de Jaurès. Pourtant les obstacles sont nombreux qui expliquent le climat de la réunion de l'Hippodrome. On ne peut manquer d'être frappé par les précautions prises par chacun des orateurs comme de la prudence, teintée de fermeté du président de séance, Gustave Delory. Plus qu'un autre celui-ci sait que ce soir là « on marche sur des œufs ». D'expérience et d'instinct ce militant ouvrier n'a pas connu l'école mais a rencontré la répression, les mises à pied, le chômage et la misère. Totalement acquis aux thèses guesdistes qui imprègnent la

Fédération du Nord il s'efforce d'autant plus d'atteindre à l'impartialité. Il sait combien le désir d'unité est fort mais que les chemins sont difficiles.

Il faut faire la part au patriotisme de parti. On ne partage pas en vain les mêmes combats et les mêmes espérances pendant des années. Celui qui écrit ces lignes en parle d'expérience, il n'est pas facile pour qui a partagé la fraternité d'une chapelle, d'entrer dans une Grande Eglise fût-elle celle de l'unité. Ajoutons la force des personnalités qui incarnent ou ont incarné des parcours différents : Un Guesde, un Jaurès, un Vaillant. Et aussi un Millerand qui, quelques années auparavant (1896) a prononcé ce qu'on peut appeler le « programme commun des socialistes » au fameux banquet de Saint Mandé.

Bien plus que sur l'affaire Dreyfus, l'autre thème du débat c'est bien la question fondamentale de la participation socialiste à un gouvernement bourgeois qui est posée par l'entrée, en 1899, de Millerand dans le gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau.

Disons que la question eut revêtu beaucoup

moins de passion si, dans le ministère de Waldeck n'avait figuré, afin de contenir l'armée, le marquis de Galliffet, l'un des généraux qui en Mai 1871 avait conduit l'affreuse répression de la Commune de Paris. Or n'oublions pas que dans ce parti-histoire qu'est le parti socialiste aux côtés de la fidélité à la Révolution Française, aux journées de juin 1848 figure la référence absolue pour tout le socialisme européen et d'abord français : la Commune de Paris. Il existait alors beaucoup de survivants, tel Jean Allemane, et Vaillant, l'un des dirigeants de 1871, soulevait de ferveur les Congrès socialistes qui, acclamaient poings levés le vieux lutteur aux cris de « Vive la Commune ».

Ainsi l'affaire Millerand, un Millerand promis à une lente dérive à droite explique à elle seule l'échec des tentatives de regroupement de la salle Japy en 1899 et de la salle Wagram en 1901. On notera que les Deux Discours se situent entre ces deux échecs.

Cet élément, à la fois de fond et de passion, explique le climat de l'Hippodrome, la façon dont Jaurès et Guesde se respectent et le comportement finalement discipliné de la salle.

A noter aussi le courage lucide d'un Jaurès qui n'hésite pas à s'exprimer en plein fief guesdiste. Comme s'il savait que la cause de l'unité qui ne deviendra organique que cinq ans plus tard était inscrite dans l'avenir. En dépit de l'ancrage profond du socialisme français dans l'histoire héroïsée de la Grande Nation. En dépit de la tendance immuable jusqu'à aujourd'hui, de notre socialisme pourtant devenu si gestionnaire, de continuer à jouer ce que François Furet appelait « notre surmoi révolutionnaire ». Dans l'affrontement de 1900, si lointain en apparence, ressurgissent bien des inquiétudes face à cet étrange mouvement des choses.

Louis Mexandeau
Historien du socialisme
15 Février 2007

Discours de Jean Jaurès

Citoyens,

Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter. C'est un grand honneur pour le Parti Socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes, pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique.

Nous n'avons rien à cacher, nous sommes le parti de la discipline dans l'action, prêt à nous

incliner toujours pour la conduite à tenir devant la décision régulière du parti organisé, mais nous sommes en même temps le parti de la liberté, toujours à l'éveil sur les meilleurs moyens d'émanciper le prolétariat.

Je suis venu m'expliquer ici sans violence aucune, mais sans aucune réticence.

L'origine du dissentiment

D'où est né, quand et comment, le dissentiment entre Guesde et moi ? Et quand je dis Guesde et moi, il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'une misérable querelle personnelle. Le débat, le dissentiment entre nous est bien plus noble et en même temps plus grave, puisqu'il s'agit, non pas de vieilles et odieuses rivalités dont ont parlé nos ennemis communs, mais d'un dissentiment de tactique et de méthode que nous avons le devoir de soumettre au Parti et que le Parti jugera souverainement ! (*Bravos.*)

Eh bien ! quand donc est né ce dissentiment ? On a dit, on a répété qu'il a pris naissance à l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, et, en effet, cet événement a aggravé, a

accusé les dissentiments de méthode qui existaient déjà et je m'expliquerai bientôt là-dessus, mais il ne l'a point créé. Le dissentiment existait déjà, il s'était déjà manifesté à propos de l'affaire Dreyfus.

Vous vous rappelez, en effet, que, pendant que plusieurs de nos compagnons de lutte et moi, nous étions engagés dans cette bataille, résolu à la mener jusqu'au bout, il apparut, dès le mois de juillet 1898, un manifeste du Conseil National de nos camarades du Parti Ouvrier Français et ce manifeste avertissait les travailleurs, avertissait les prolétaires de ne pas s'engager trop avant dans cette bataille et de réserver leurs forces pour la lutte de classe.

Plus tard, quand parut le manifeste retentissant au lendemain de l'entrée de Millerand dans le ministère, le manifeste déclarait qu'il était du devoir des socialistes, non pas seulement de parer à cet événement particulier, mais de corriger, de redresser des déviations qui, d'après le manifeste, remontaient à deux années au moins. C'était encore une condamnation nouvelle de la tactique que plusieurs d'entre nous avions suivie, à propos de l'affaire Dreyfus.

Et plus récemment, dans le discours qu'il prononçait à la mort de Liebknecht, dans la salle Vantier, Guesde, revenant sur cette question redoutable, déclarait une fois de plus, que nous avons eu tort d'entrer dans une bataille mal engagée, - que nous avons ainsi servi les intérêts du nationalisme, que c'était à la bourgeoisie à réparer les erreurs de la société bourgeoise et qu'enfin, par cette lutte, nous avons déserté le terrain de la lutte de classe. J'ai donc le droit de dire, sans que nul puisse me démentir que ce n'est pas à propos de la question Millerand que le dissentiment des méthodes s'est produit pour la première fois entre nous, mais que c'est à propos de l'affaire Dreyfus et que c'est à partir de ce moment. *(Cris de : Vive Guesde ! Silence, silence.)*

G. Delory : Voyons, citoyens, on vous a demandé de ne pas faire d'interruptions, écoutez ; vous serez alors libres de juger quelle est la méthode que vous voulez adopter.

J. Jaurès : Je crois que mes paroles ne peuvent blesser personne. J'ai résumé précisément les objections dirigées contre nous par les contradicteurs et j'ai dit tout de suite : puisque, à propos de ce conflit qui a ému toute l'humanité pensante et où nous avons cru devoir

prendre parti, non seulement pour défendre la personne humaine outragée, mais dans l'intérêt même du prolétariat; puisque, à propos de ce conflit on a dit que nous avons abandonné le terrain du socialisme, le terrain de la lutte de classe, je dis que la première question que nous devons poser est celle-ci : Qu'est-ce donc que la lutte de classe ? Que signifie ce principe si souvent invoqué et si rarement défini ?

La Lutte de Classe

A mes yeux, citoyens, l'idée de la lutte de classe, le principe de la lutte de classe, est formée de trois éléments, de trois idées. D'abord, et à la racine même, il y a une constatation de fait, c'est que le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe

capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste.

Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante du salarié, qui veut élever son salaire, et du capitaliste qui veut le réduire ; du salarié qui veut affirmer sa liberté et du capitaliste qui veut le tenir dans la dépendance.

Voilà donc le premier élément de la lutte de classe. La condition de fait qui le fonde, qui le détermine, c'est le système de la propriété capitaliste, de la propriété privée. Et remarquez-le bien ! comme ici il s'agit des moyens de travailler et, par conséquent des moyens de vivre, il s'agit de ce qu'il y a pour les hommes d'essentiel, de fondamental, il s'agit de la vie privée, de la vie de tous les jours. Et, par conséquent, un conflit qui a, pour principe, la division d'une société en possédants et en non-possédants n'est pas superficiel ; il va jusqu'aux racines mêmes de la vie. (*Vifs applaudissements.*)

Mais, citoyens, il ne suffit pas pour qu'il y ait lutte de classe qu'il y ait cet antagonisme entre les intérêts. Si les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société

différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, ils n'entrevoient pas la possibilité d'une société nouvelle et plus juste ; s'ils croyaient, s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustices. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible.
(Interruptions.)

G. Delory : Pas d'interruptions, citoyennes et citoyens. S'il y a encore des interruptions, je vais être obligé de prier les commissaires de salle de faire sortir les interrupteurs.
(Applaudissements et nouvelles interruptions.)

Citoyennes et citoyens, croyez-vous qu'il ne serait pas plus digne pour les deux personnes qui ont à parler de ne pas faire d'interruptions ? Si vous interrompez, vous avez l'air de supposer que Guesde n'est pas capable de répondre à Jaurès ; si vous interrompez Guesde, vous aurez l'air de supposer la même chose pour Jaurès.

Je crois que les deux camarades que nous avons devant nous ont assez de talent pour pouvoir nous expliquer les deux théories qui

sont en présence, sans qu'il y ait des interruptions qui, ainsi que je l'ai dit au début, ne pourront que troubler la discussion.
(Applaudissements.)

J. Jaurès : Donc, pour qu'il y ait vraiment lutte de classe, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.

Il faut donc que les intérêts en présence, prennent conscience d'eux-mêmes, comme étant, si je puis dire, déjà deux sociétés opposées, en lutte, l'une, la société d'aujourd'hui, inscrite dans le titre de la propriété bourgeoise, l'autre, la société de demain, inscrite dans le cerveau des prolétaires.

C'est cette lutte des deux sociétés dans la société d'aujourd'hui qui est un élément nécessaire à la lutte de classe.

Et enfin, il faut une troisième condition pour qu'il y ait lutte de classe. Si le prolétariat pouvait attendre sa libération, s'il pouvait attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste d'une autorité neutre, arbitrale, supérieure aux intérêts en conflit, il ne prendrait pas lui-même en main la défense de la cause.

C'est ce que prétendent, vous le savez, les socialistes chrétiens dont quelques-uns reconnaissent la dualité, l'antagonisme des intérêts, mais qui disent au peuple : « Ne vous soulevez pas, ne vous organisez pas, il y a une puissance bienfaisante et céleste, la puissance de l'Église, qui fera descendre parmi nous, sans que vous vous souleviez, la justice fraternelle. » Eh bien, si les travailleurs croyaient cela, ils s'abandonneraient à la conduite de cette puissance d'en haut et il n'y aurait pas de lutte de classe. Il n'y aurait pas de lutte de classe encore si les travailleurs pouvaient attendre leur libération de la classe capitaliste elle-même, de la classe privilégiée elle-même, cédant à une inspiration de justice.